

LA PROBLÉMATIQUE HOMMES-FEMMES ET L'AGRICULTURE DANS LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Helen Hambly Odame, Nancy Hafkin, Gesa Wessler, et Isolina Boto

L'enthousiasme que suscitent les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) se trouve modéré par les problèmes – existant de longue date – liés à l'inégalité entre hommes et femmes dans les processus de développement. Dans la plupart des pays en développement, les femmes, qui représentent la majorité de la population active agricole, n'ont qu'un accès très restreint aux TIC pour améliorer leurs chances au niveau économique et social. De plus, deux tiers des 876 millions d'analphabètes que compte la population mondiale sont des femmes, la plupart vivant dans les régions rurales des pays en développement.

Ce document est le produit d'un partenariat établi entre le Service international pour la recherche agricole (ISNAR) et le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) pour étudier la problématique hommes-femmes et les TIC placés dans le contexte de l'agriculture et du développement rural. Il a pour objectif d'attirer l'attention des décideurs, des bailleurs de fonds, des chercheurs, des organisations non gouvernementales et des associations paysannes sur la nécessité de favoriser le dialogue et l'action face aux effets des TIC et de la disparité hommes-femmes dans les domaines de la sécurité alimentaire, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté. Ces problèmes sont au programme de nombreux plans nationaux de développement. Des forums mondiaux tels que le Troisième congrès mondial sur les femmes rurales, qui vient d'avoir lieu à Madrid en octobre 2002, et le premier volet du Sommet mondial sur la société de l'information, qui se tiendra à Genève en décembre 2003, ne font que renforcer cet intérêt.

En septembre 2002, préluant à ces forums, le CTA a organisé la toute première réunion sur la disparité hommes-femmes, les TIC et l'agriculture dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Les participants à cette réunion ont publié une déclaration sur la problématique hommes-femmes et l'agriculture dans la société de l'information (voir encadré 1) qui peut servir de donnée de base aux délibérations internationales à venir. Par le biais de cette note informative et d'autres activités communes, l'ISNAR et le CTA s'efforcent d'assurer la plus large diffusion possible des débats menés sur la disparité hommes-femmes, les TIC et l'agriculture pour ainsi joindre un très grand nombre de parties prenantes dans les pays en développement et ailleurs.

Introduction

Nous vivons aujourd'hui dans une société de l'information: l'information intervient de plus en plus dans tous les domaines de l'activité humaine et de nombreuses technologies facilitent désormais la dissémination d'informations en temps opportun. Cependant, bien que l'information ait toujours été indispensable dans les processus de développement politique, économique et social, les

méthodes modernes d'accès et de maîtrise font l'objet de nombreux débats. On peut citer, à titre d'exemple, les multiples discussions sur « la fracture (ou le fossé) numérique », situation dans laquelle certains groupes sociaux ou certaines régions du globe restent en arrière par rapport à d'autres qui ont un accès facile aux technologies avancées de l'information et de la communication. Ceux qui préfèrent présenter

Encadré 1 : La disparité hommes-femmes et l'agriculture dans la société de l'information

La déclaration suivante a été formulée par les participants de la réunion préliminaire sur la problématique hommes-femmes, les TIC et l'agriculture dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, réunion tenue au CTA, à Wageningen, aux Pays-Bas, du 11 au 13 septembre 2002.

Toute action qui fournit aux populations démunies les capacités de s'assumer, qui leur offre de meilleures possibilités sociales et économiques et qui réduit leur vulnérabilité aux maladies, à la faim et aux catastrophes constitue un facteur essentiel de la lutte globale contre la pauvreté, lutte qui elle-même occupe une place prioritaire sur la liste « Millennium Development Goals », les objectifs de développement du millénaire approuvés par les communautés de développement nationales et internationales.

L'avènement de la société de l'information élargit les possibilités d'utilisation des TIC pour combattre la pauvreté et améliorer les moyens de subsistance en milieu rural. Les TIC peuvent aider les populations rurales à devenir plus indépendantes et fortes en leur permettant de mieux se faire entendre. Les TIC sont donc des outils qui donnent aux hommes et aux femmes pauvres des zones rurales des moyens de développer leurs capacités et de tirer parti de nouvelles opportunités, tout spécialement dans le domaine de l'éducation et de la création de revenus. De plus, ces technologies peuvent servir d'instrument pour amortir les chocs et atténuer les effets de catastrophes telles que la maladie et la faim.

Cependant, des situations de disparité hommes-femmes entraînent que ces possibilités ne sont pas à la portée directe des plus pauvres d'entre les pauvres, qui – pour la plupart – sont des femmes. Le problème est encore aggravé par le fait que l'attention accordée au développement rural s'affaiblit progressivement.

Pour remédier à ces situations de disparité, une action concertée s'impose dans deux grands domaines :

- Il faut donner aux femmes rurales la capacité d'utiliser les TIC en vue d'améliorer leurs moyens d'existence, ceux de leur famille et de leur communauté, ainsi que pour mieux se faire entendre dans les forums locaux et nationaux.
- Il faut amener les acteurs du développement à intégrer systématiquement des approches axées sur la problématique hommes-femmes dans tous leurs programmes, et tout particulièrement dans ceux qui traitent du développement agricole et rural.

Pour réaliser une telle action, il est nécessaire que toutes les parties prenantes, y compris les communautés rurales, les pouvoirs publics, la société civile et la communauté de développement se penchent sur les cinq domaines prioritaires énoncés ci-dessous.

Domaines prioritaires pour une action concertée

Intégration : La problématique hommes-femmes doit être prise en compte dans toutes les activités de développement, depuis leur formulation et leur conception jusqu'à leur mise en œuvre et leur évaluation. Il est primordial de faire participer les femmes rurales pauvres à ces processus.

Politiques. Les politiques nationales relatives aux problèmes ruraux et aux TIC doivent accorder la plus haute priorité aux actions entreprises en vue de réaliser la parité entre les hommes et les femmes et qui créent un environnement permettant aux femmes rurales d'améliorer leurs moyens d'existence.

Accès. Il faut mettre en œuvre, dans les zones rurales, des TIC et des services de soutien qui soient abordables. La mise à disposition de cette infrastructure sera décidée en fonction des priorités de la communauté, de même que des principes appliqués localement pour établir des situations de parité hommes-femmes.

Contenu. Les connaissances des femmes rurales constituent une ressource précieuse et sont l'un des moteurs assurant les moyens d'existence des populations locales. Les femmes ont des besoins spécifiques en matière d'information et de communication : il faut les reconnaître, explicitement, et il faut trouver des solutions adéquates. La plus haute priorité doit être accordée au contenu de ce qui sera échangé : il doit être pertinent et soit créé par les femmes rurales elles-mêmes, soit adapté à leurs besoins (rédigé dans la langue locale, par exemple).

Capacités humaines. Des possibilités d'éducation et de formation doivent être offertes à tous les ruraux – aux femmes comme aux hommes – afin de mettre en application le principe de « l'enseignement pour tous ». Les femmes et les filles doivent avoir la priorité en ce qui concerne les formations visant le développement des compétences nécessaires à l'exploitation des TIC et de compétences connexes, pour qu'elles puissent participer activement au développement rural et à la société de l'information.

Le véritable défi consiste à faire converger les efforts au niveau de la problématique homme-femme, des TIC et de l'agriculture pour assurer le développement rural. En adoptant ces actions et ces priorités, les femmes rurales pauvres seront finalement en mesure d'utiliser les TIC de façon à pouvoir améliorer la sécurité alimentaire et fournir des moyens d'existence durables et, en fin de compte, une certaine qualité de vie en milieu rural.

le sujet des TIC et du développement sous un jour plus favorable parlent « d'opportunités numériques ». La Benton Foundation est l'une des organisations qui alimentent le débat sur ces questions, agissant par le biais de son « réseau du fossé numérique », le Digital Divide Network (www.digitaldividenetwork.org).

Sigle communément accepté, TIC s'emploie pour désigner une vaste gamme d'équipements et de services, qui comprend tant les systèmes de communication par satellite et les cabines téléphoniques des régions rurales que le commerce en ligne¹, sans oublier l'Internet et les bases de données électroniques.

Dans le cadre de ce document, TIC est pris au sens générique, pour faire référence aux nouvelles technologies nées

de la conjugaison des technologies de l'information (TI) et des technologies de la communication (CT). Le terme TIC englobe une multitude d'équipements, de dispositifs et de mécanismes (ordinateurs, télécommunications, réseaux informatiques) ainsi que les logiciels correspondants, à savoir :

- les communications numériques, plus particulièrement les satellites, les téléphones portables, les boucles locales sans fil et les radios numériques ;
- les ordinateurs et les logiciels, y compris les assistants numériques personnels, le courrier électronique, les technologies de reconnaissance vocale, l'enseignement à distance assisté par ordinateur, les systèmes universels d'orientation (GPS) et, bien sûr, l'Internet.

1. Définition donnée par R. Engelhard de Contactivity (www.contactivity.com).

■ *les mécanismes de distribution*, tels que les centres d'information et télécentres ruraux ouverts au public, les cyberbus, les kiosques de village et les groupes d'écoute de radio.

Cette note étudie les TIC en relation avec la problématique hommes-femmes (voir encadré 2), en examinant principalement quels sont les effets de l'application des TIC dans le cadre du développement agricole et rural des pays en développement. Il convient en effet de tenir compte du facteur parité/disparité hommes-femmes, car l'accès aux TIC et le taux d'utilisation de ces dernières sont influencés par les contextes culturel et institutionnel dans lesquels elles sont appliquées (Carr 1997). Ceux qui s'efforcent de veiller à ce que les TIC répondent autant aux besoins des femmes qu'à ceux des hommes, rencontrent à la fois des occasions propices et des embûches. L'accès aux TIC liées au développement agricole et rural peut renforcer la position sociale, économique et politique des femmes rurales dans les pays en développement et au sein de la société mondiale de l'information.

À noter tout d'abord le manque de statistiques relatives aux TIC spécifiant le sexe d'une manière fiable. Aucun des indicateurs de l'Union internationale des communi-

cations (UIT) (www.itu.int), qui est le principal collecteur et diffuseur de ces statistiques, n'est ventilé par sexe. Or l'UIT a organisé une réunion d'experts, en octobre 2002, pour discuter des statistiques relatives aux TIC en mettant l'accent sur la disparité hommes-femmes. On ne dispose actuellement que de très peu de statistiques fiables sur l'utilisation des TIC par les femmes dans les pays en développement.

À en croire les résultats de recherches conduites par des entreprises désireuses de mettre en vente des produits destinés aux femmes, un grand nombre de femmes utiliseraient l'Internet. Le fait que de telles études repèrent de nombreuses utilisatrices et prévoient d'en faire des clientes n'a rien de bien surprenant. Dans d'autres cas, les études ne dépassent pas l'envergure d'une enquête menée dans un seul pays et généralement basée sur la liste d'abonnés de quelques petits prestataires de services Internet ou de courrier électronique. Rares sont les études qui maintiennent des statistiques ventilées par sexe relatives à l'utilisation des équipements publics d'accès à Internet. Or dans pratiquement toutes les analyses qui tiennent compte du ratio hommes-femmes, le nombre d'utilisatrices est nettement inférieur à celui des utilisateurs (Rathegeber 2002)².

La problématique hommes-femmes et l'agriculture

Dans les pays en développement, la problématique hommes-femmes et l'agriculture sont étroitement liées. Selon le rapport des Nations Unies pour l'année 2002, il y a de fortes chances que le pourcentage de femmes engagées dans une activité liée à l'agriculture soit deux fois plus élevé que celui des hommes. Le nombre de femmes travaillant dans le secteur agricole varie selon les pays, mais, dans l'ensemble, les femmes prédominent dans les entreprises agro-industrielles et agro-alimentaires et dans d'autres domaines liés à la consommation.³

Les femmes, cependant, ne possèdent ni ne contrôlent les ressources clés, telle la terre, dont découlent leurs activités agricoles. Ces ressources appartiennent généralement aux hommes. D'un point de vue historique, les femmes ont de plus été défavorisées sur le plan de l'accès aux systèmes officiels d'information et de communication associés à la recherche agricole et à la vulgarisation. Ainsi, des rôles et des rapports hommes-femmes complémentaires, contradictoires et coopératifs déterminent le développement agricole et rural des pays en développement (Poats et al. 1988).

Toutefois, les nouvelles TIC changent la façon dont fonctionne le monde, y compris les pratiques agricoles et la gestion des ressources naturelles. Elles changent aussi la manière de gérer les connaissances. Elles contribuent de manière cruciale à la mise en réseaux d'individus et d'informations et à la solution rapide de problèmes, et elles transmettent également des informations nouvelles concernant les investissements et les activités d'entreprise (Mansell et Wehn 1998). Les TIC fournissent ainsi aux communautés rurales des moyens de s'attaquer aux problèmes concomitants de la pauvreté, tels le manque d'accès à l'éducation et aux services de santé, le manque d'oppor-

tunités de production, l'isolement et la pénurie d'information.

Les TIC provoquent – et ce, même dans les pays les plus pauvres – des transformations des systèmes de connaissances et d'information agricoles. Un paysan peut aujourd'hui appeler d'un télécentre rural un membre de sa famille habitant au loin pour lui demander de lui envoyer du liquide et il recevra l'argent quelques jours plus tard grâce à un virement électronique. Les paysans se servent de leur téléphone portable pour vérifier des prix et régler le transport de leurs produits destinés aux marchés. Les émissions de radio rurale ont recours à la messagerie électronique (*e-mail*), la télécopie et la téléphonie cellulaire pour accélérer le partage et la diffusion d'informations. En Zambie, par exemple, la « Federation of African Media Women » (FAMW) emprunte ces technologies pour mieux représenter les intérêts des auditeurs de la radio rurale et faciliter la communication parmi ces derniers, de même qu'entre ces groupements et les politiciens. Les membres d'un groupe écoutent une émission de radio sur un sujet de développement donné, en discutent entre eux puis communiquent leurs opinions et leurs idées au producteur de l'émission qui, à son tour, transmet leur message aux dirigeants politiques et aux services gouvernementaux concernés. Ce processus mobilise ainsi à la fois les responsables politiques et les membres de leur circonscription électorale.

Les praticiens ont reconnu depuis longtemps que les rôles liés au sexe changent sous l'influence de technologies nouvellement introduites. Et l'adoption de technologies nouvelles a des répercussions sur les économies locales, la culture et l'environnement. Il semble que les TIC suivent cette tendance. L'accès aux TIC peut influencer sur les relations hommes-femmes

2. Les télécentres Learnlink de l'Academy for Educational Development du Ghana sont une exception. Grâce à l'utilisation de stratégies spéciales, l'académie est parvenue à faire augmenter le nombre de femmes utilisant les télécentres au Ghana (voir <http://learnlink.aed.org>).

3. Dans une large mesure, le travail des femmes dans l'agriculture n'est pas rémunéré et se trouve par conséquent sous-évalué et insuffisamment enregistré (voir <http://unstats.un.org/unsd>). On rapporte souvent que 70 % de travail agricole est réalisé par des femmes ou des filles.

en favorisant l'alphabétisation des femmes, par exemple, et en aidant ces dernières à renforcer leur autonomie économique (Hafkin and Taggart 2002) (voir encadré 3). Le lien entre les TIC et l'agriculture est important, car dans de nombreux pays

en développement, c'est dans le domaine de l'agriculture que les femmes trouvent, directement ou indirectement, des possibilités d'améliorer l'alimentation et les revenus, au profit non seulement d'elles-mêmes mais aussi de leurs familles.

Des perspectives prometteuses

Non pas toutes les femmes rurales subissent avec passivité les désavantages nés de la fracture numérique. Nombreuses sont celles qui refusent d'attendre la mise en oeuvre de programmes de lutte intégrée contre la pauvreté pour enfin pouvoir accéder aux TIC et aux autres avantages de l'émancipation sociale et économique. On trouve, sur tous les continents, des femmes qui s'instruisent activement sur les TIC, en se regroupant en associations féminines ou en s'intéressant aux activités scolaires de leurs enfants. Elles cherchent à obtenir accès aux TIC pour suivre des formations et trouver des emplois, pour faire pression sur les

gouvernements et même pour communiquer et former de nouveaux groupes d'entraide virtuels.

Ainsi, les TIC multiplient rapidement les chances de promouvoir la parité entre les sexes, en aidant les femmes à trouver de nouvelles façons de générer des revenus et à améliorer les conditions de santé et d'éducation. La liste d'activités décrites au tableau 1 montre comment des communautés exploitent les TIC en vue de redresser des situations de disparité hommes-femmes dans le cadre du développement agricole et rural.

Les principaux obstacles

En dépit de ces façons novatrices et axées sur l'action d'aborder la question des TIC en rapport avec le rôle des femmes dans le développement agricole et rural, un certain nombre de contraintes limitent les possibilités des femmes d'utiliser les TIC pour s'émanciper aux niveaux social et économique. Ces contraintes peuvent être soit l'incapacité physique d'obtenir accès aux infrastructures, soit des normes sociales et culturelles, soit encore le manque de compétences, d'opportunités, ou de ressources financières.

Accès physique aux infrastructures

En règle générale, seules la capitale et les grandes villes des pays en développement sont dotées de réseaux de télécom-

munication. Or la majorité de la population ne vit pas dans ces villes. De plus, le manque d'infrastructure dans les zones rurales coïncide avec un déséquilibre démographique : on trouve à la campagne bien plus de femmes que d'hommes. Ces femmes disposent donc de bien moins de technologies. En outre, bien que la qualité des infrastructures puisse varier d'une région à l'autre, les infrastructures dont dépendent les TIC en zone rurale seront immanquablement plus défectueuses. Les lignes téléphoniques et les connexions Internet y sont moins nombreuses ; il existe moins de stations de relais pour les téléphones cellulaires et moins de stations terrestres pour les satellites. Ceci est particulièrement vrai dans les îles du Pacifique où environ 500 îles habitées sont totalement dépourvues de toute forme de connectivité (PITA 2002).

Encadré 2 : Qu'entend-on par « *gender* » ou « *problématique hommes-femmes* » ?

On ne le répètera jamais assez : les **hommes** et les **femmes** ne constituent pas des groupes homogènes. Les différences d'âge, de classe, de race, d'appartenance ethnique et de capacité touchent toute la société humaine et influent sur le statut, le pouvoir et l'accès aux ressources. Comme l'indique le Fonds international de développement agricole, dans son Rapport 2002 sur la pauvreté rurale, la probabilité pour que les femmes soient démunies, isolées et insuffisamment scolarisées est sans aucun doute bien plus élevée que dans le cas des hommes. L'expression « **problématique hommes-femmes** » est utilisée pour référer aux relations construites au niveau social entre les hommes et les femmes d'une société donnée. Ces relations, tout comme les rôles assignés aux femmes et aux hommes, s'enchaînent dans les contextes culturel et institutionnel. En réservant le mot « *sexe* » pour la définition biologique (mâle ou femelle) des individus, l'anglais emploie le mot « *gender* » (parfois traduit par « *genre* ») pour faire référence à « la problématique hommes-femmes » qui se rapporte à l'identité sociale des individus. Cette identité change avec le temps (évolution historique) et dans l'espace (différenciation géographique). C'est pourquoi les rôles liés à l'appartenance aux groupes soit masculin, soit féminin diffèrent fréquemment, d'une société à l'autre.

Encadré 3 : L'émancipation des femmes comme moyen de réduire la fracture numérique

« Le rôle des femmes est particulièrement crucial. Les femmes représentent 60 % des pauvres dans le monde. Or, l'expérience a montré que lorsqu'on leur donne les moyens d'agir, c'est toute leur famille et leur communauté qui en bénéficient. Il est donc essentiel d'aider les femmes à avoir accès aux technologies de l'information et de la communication et à les utiliser. Nous devons encourager les femmes, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement, à être plus présentes dans le secteur des TIC, au niveau de la création, de la conception, comme de la prise de décision. »

Déclaration de Kofi A. Annan, Secrétaire général des Nations unies à l'occasion de la journée mondiale des télécommunications sur le thème « Technologies de l'information et de la communication pour tous : donner à chacun le moyen de franchir le fossé numérique. »

« [L]es nouvelles technologies de l'information constituent une occasion unique pour les femmes des pays en développement de prendre la parole, d'être plus visibles et moins isolées. En outre, les femmes contribuent à élargir la participation politique, sociale et économique dès qu'elles favorisent l'accès et le partage des connaissances, la création de réseaux et le renforcement du pouvoir de décision. »

La FAO dénonce l'accès limité des femmes rurales à l'information, Rome / Kampala, 29 juillet 2002 (www.fao.org/french/newsroom/news/2002/7600-fr.html).

Tableau 1. Quelques initiatives utilisant les TIC pour promouvoir la parité des sexes au sein des programmes de développement rural

Nom de l'initiative	Description
Association pour le soutien et l'appui à la femme entrepreneur (ASAFE) www.asafe.org	Au Cameroun, l'ASAFE encourage les femmes entrepreneurs, y compris les femmes rurales travaillant dans le secteur agro-industriel, à utiliser les TIC pour conduire leurs affaires. L'ASAFE est l'une des premières organisations de femmes en Afrique à former ses membres à l'application des TIC pour exploiter une entreprise (exemple : comment se servir du courrier électronique et naviguer sur Internet pour localiser d'éventuels partenaires commerciaux et créer des sites pour le marketing).
Synergie, Genre et Développement (SYNFEV) www.enda.sn/synfev/synfev.htm www.famafrique.org	Situé à Dakar, au Sénégal, le SYNFEV est le programme de l'ENDA (Environnement et développement du Tiers monde) qui se penche sur la problématique hommes-femmes. Son site Internet FamAfrique est un espace de communication et d'informations destiné aux femmes d'Afrique francophone qui agissent pour la promotion d'un développement durable.
Télécentre de Nakaseke www.nakaseke.org.ug	Le télécentre communautaire de Nakaseke, en Ouganda, est particulièrement intéressant car son centre d'action principal concerne les femmes. Il a produit un CD-ROM intitulé Rural Women Earning Money (les femmes rurales gagnent de l'argent) en deux langues (anglais et luganda, la langue du pays), qui comprend des graphiques et des interfaces vocaux permettant aux femmes analphabètes de l'utiliser sans difficulté. Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI, Canada) et le Centre international de la tribune de la femme (IWTC) collaborent au projet. Le télécentre travaille à présent avec l'Organisation nationale ougandaise de recherche (NARO) et avec le CAB International (Royaume-Uni) pour mettre au point des outils axés sur l'agriculture locale et destinés à être diffusés auprès des communautés par des télécentres communautaires tel celui de Nakaseke.
People First Network (Pfnét) www.peoplefirst.net.sb	Le Pfnét a permis d'apporter la connectivité aux Îles Salomon, où 85 % de la population vit sans avoir accès aux télécommunications. Ce projet facilite la communication point à point dans les provinces les plus éloignées, utilisant les TIC pour promouvoir le développement rural et assurer l'échange d'informations relatives à la paix parmi tous les groupes sociaux. À l'heure actuelle, les femmes représentent 40 % des usagers.
Self Employed Women's Association (SEWA) www.sewa.org	Fondée en 1972 à Ahmedabad en Inde, la SEWA était à l'origine un syndicat de femmes travaillant dans le secteur non structuré. Elle a maintenant commencé à introduire les TIC auprès de ses 250 000 membres. La SEWA a de plus établi des centres de technologie de l'information, ateliers d'apprentissage à distance, pour former ses « managers aux pieds nus », renforcer les capacités des femmes qui font office d'organisatrices et de leaders et aider ses membres à développer leur micro-entreprises (broderie, agriculture, encens, gomme et sel). Le premier enseignement à distance portait sur le leadership des femmes dans la régénération des forêts. Ces centres utilisent le réseau Satcom de SEWA, dont les satellites de télécommunications envoient des signaux de télévision à un satellite géostationnaire depuis une station terrestre et permettent des échanges dans les deux sens. Cela donne aux groupes communautaires la possibilité de communiquer rapidement et facilement avec les fonctionnaires chargés des groupes d'habitation et des quartiers.
Women of Uganda Network (WOUGNET) www.wougnet.org	WOUGNET est une organisation non gouvernementale établie en mai 2000 pour stimuler les femmes à utiliser des TIC et ainsi partager leurs informations et collaborer à la solution des problèmes. Son site Internet propose des liens avec d'autres sites relatifs aux femmes agricultrices. En juin 2002, WOUGNET a hébergé une conférence en ligne sur l'accès à l'information pour les femmes rurales.
Fantsuam Foundation www.fantsuam.com	Bien qu'elle ne soit pas axée sur l'agriculture, la Fantsuam Foundation du Nigeria propose une approche novatrice qui s'adresse tout d'abord aux femmes et se base sur le principe d'un accès partagé aux équipements des TIC. Fantsuam offre une formation aux TIC dans des centres d'enseignement communautaires et assure, dans le sud de Kaduna, le fonctionnement d'un télécentre rural qui se présente sous la forme d'un minibus alimenté par l'énergie solaire.

Normes sociales et culturelles

Il arrive que des préjugés et situations sociales empêchent filles et femmes d'utiliser les TIC même là où il n'y a pas d'obstacle physique (absence d'infrastructure, etc.), ni de contrainte au niveau des compétences des femmes. C'est que, souvent, les centres d'information ruraux et les cybercafés sont situés dans des endroits que les femmes ne fréquentent pas volontiers. Ou encore, étant donné qu'en milieu rural, les équipements de communication sont souvent utilisés en commun, les femmes se trouvent défavorisées par rapport aux hommes puisqu'elles disposent de

moins de temps (du fait de leurs multiples rôles et responsabilités) et que leur mobilité est plus réduite (manque de moyens de transport et de possibilités de quitter la maison au moment opportun). Pour réaliser une plus grande égalité des chances, il faudrait prévoir des horaires d'accès et d'utilisation des services et équipements TIC qui soient adaptés aux horaires des femmes. Il faudrait de plus que les femmes puissent bénéficier de l'aide d'un personnel d'encadrement et de formateurs. L'expérience des groupes d'écoute de radio laisse croire que les projets basés sur l'activité de groupe ont d'assez bons résultats, la raison étant précisément qu'ils s'alignent sur les normes culturelles régis-

sant les activités collectives des femmes rurales (Panos Southern Africa 2001).

Une autre forme de parti pris due aux normes culturelles est l'attitude générale envers les femmes qui étudient ou utilisent les technologies informatiques. Partout dans le monde, les écoles et universités ont du mal à attirer les jeunes femmes vers des études scientifiques ou technologiques (COL 2001). Et l'idée que les technologies de l'information ne sont pas du ressort des femmes dépasse largement le cadre scolaire ou universitaire et affecte les interactions sociales. C'est ainsi qu'à Cajamarca, au Pérou, des femmes qui suivaient une formation informatique avec des hommes, étaient la risée de ces derniers, qui prétendaient que les ordinateurs sont faits pour les hommes, et non pas pour les femmes (Puican 2002).

Études, compétences et contenu

Analphabétisme, barrières linguistiques et manque de compétences en informatique sont d'autres facteurs qui causent la marginalisation des femmes par rapport aux TIC. Dans les zones rurales des pays en développement, les femmes et les filles ont trois fois moins de chances de pouvoir de suivre un enseignement scolaire que les hommes et les garçons (UNIFEM 2002). Bien qu'on ait déjà commencé à mettre au point des TIC adaptées à ceux et à celles qui ne savent ni lire ni écrire (par exemple, des logiciels de reconnaissance vocale), à l'heure actuelle, ces TIC ne sont disponibles que dans le cadre de projets pilotes sporadiques⁴. En outre, un grand pourcentage de femmes ignorent les langues internationales qui prévalent sur Internet – l'anglais, par exemple, qui, il y a deux ans, était encore la langue dominante (Nua 2002). En dernier lieu, vu le faible taux de scolarisation des femmes, surtout dans des zones rurales isolées, le manque de compétences nécessaires à l'utilisation des ordinateurs et de l'information électronique est bien plus prononcé parmi les femmes que parmi les hommes (Heeks 1999).

L'usage des téléphones cellulaires dans des pays en développement constitue un exemple de la façon dont les TIC remettent en question le lien établi entre les taux d'alphabétisation et d'adoption de technologies. Actuellement, dans les pays en développement, le nombre d'utilisateurs de téléphones portables dépasse celui des usagers de lignes terrestres (UIT 2002). Les téléphones portables sont mis à la disposition des personnes pauvres des zones rurales par le biais d'initiatives telles que celle de Grameen Phone, au Bangladesh. Dans le cadre de ce projet, la Banque Grameen sélectionne des « opérateurs téléphoniques villageois » parmi ses emprunteurs, qu'elle pourvoit de téléphones portables, sous forme de prêt en nature. Ces opérateurs revendent des services de téléphone sans fil à d'autres villageois, généralement depuis leur domicile. Trois quarts des exploitants téléphoniques de Grameen sont des femmes pauvres, sans aucune formation scolaire, qui fournissent ces services à d'autres femmes – tandis que les opérateurs masculins recrutent en principe leurs clients parmi les hommes. Le salaire annuel moyen de ces opérateurs et opératrices s'élève à 300 dollars américains, somme supérieure au revenu moyen par habitant au Bangladesh (Richardson et al. 2000).

Pauvreté et obstacles financiers

Presque tous les équipements de communication coûtent cher. En milieu pauvre, il est tout à fait probable que moins de femmes possèdent un poste de radio ou de télévision que d'hommes (ou peuvent y avoir accès au moment où elles le désirent). Et si l'accès à l'information est payant, comme dans les centres d'information ruraux ou les cybercafés, les femmes risquent de ne pas pouvoir payer faute d'argent (ou bien elles hésitent à y consacrer l'argent destiné à l'alimentation familiale, à l'école ou à l'habillement). On peut toutefois donner accès aux TIC à ces femmes en mettant sur pied des programmes de partage des frais, dans le cadre d'associations féminines, par exemple.

Les perspectives d'avenir

En septembre 2002, dans le but de faire progresser les recherches sur le thème de la problématique hommes-femmes et l'agriculture placées dans le contexte de la société de l'information, et de guider les débats et les prises d'initiatives dans ce domaine, le CTA a commissionné un rapport spécial (Hafkin et Hambly Odame 2002). Ce rapport présente trois domaines d'intervention d'importance cruciale pour l'amélioration des politiques et de la gestion des TIC devant assurer une meilleure intégration de la problématique hommes-femmes dans la pratique de l'agriculture et du développement rural. Ces domaines d'action touchent à l'harmonisation des politiques, au renforcement des capacités et au développement de partenariats.

Harmoniser les politiques

Le dialogue sur la problématique hommes-femmes, les TIC et l'agriculture a été initié, certes, mais il se poursuit encore de manière fragmentée. Une meilleure coordination est nécessaire pour que les politiques menées dans un domaine thématique donné soutiennent les décisions correspondantes prises dans un autre. De même, les agences donatri-

ces, organisations internationales et organismes publics nationaux doivent harmoniser leurs décisions de manière à concerter leurs investissements conjoints dans les trois domaines d'action. Dans ce contexte, on peut citer à titre d'exemple le Sommet mondial sur la Société de l'information (le SMSI) qui aura lieu en 2003. La phase préparatoire du SMSI a vu la création d'un comité officieux d'experts de la problématique hommes-femmes qui mérite attention et soutien. Par ailleurs, les organisations responsables de l'exécution des plans d'actions nationaux et régionaux issus d'autres conférences mondiales importantes (le Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après, tenu en juin 2002 ; le Sommet mondial sur le développement durable d'août 2002, et le Troisième congrès mondial sur les femmes rurales d'octobre 2002) sont instamment priées de coordonner leurs efforts touchant aux TIC avec ceux du SMSI et du comité d'experts.

Une telle coordination des politiques, et des processus associés d'allocation de ressources, permettra de rassembler toutes les informations à présent trop dispersées et de les transmettre aux parties prenantes. Elle permet éga-

4. On peut citer comme exemple plusieurs initiatives indiennes, en particulier les NIIT Ltd's Experiments with Minimally Invasive Innovation (www.niitholeinthewall.com) ainsi que le CD-ROM IDRC-IWTC destiné aux femmes illettrées en Ouganda (www.womenink.org/23.html).

lement de distinguer politiques complémentaires et politiques contradictoires et d'agir en conséquence. Les données ventilées par sexe des zones rurales sont particulièrement pertinentes : elles constituent la base d'une analyse plus approfondie des différences hommes-femmes en matière de TIC, qui pourra entraîner des investissements dans des TIC favorables à l'éducation des femmes. Les analyses politiques révéleront quels projets ont réussi à accroître les chances des femmes d'avoir accès aux TIC et ces succès pourront être partagés avec d'autres acteurs dans le domaine. De petits prêts favorisant une mobilisation rapide de ressources au niveau local constituent une autre approche qui semble expliquer certaines des réussites dans le domaine de l'application des TIC au développement. Il faut toutefois veiller à intégrer la question de la disparité hommes-femmes dans ces projets de financement. Pour ce faire, le programme InfoDev de la Banque mondiale a entrepris une analyse axée sur la problématique hommes-femmes de tous les projets de la Banque (voir www.infodev.org).

La disparité hommes-femmes et le développement des capacités liées aux TIC

L'intégration de la problématique hommes-femmes dans la politique et la gestion de projets agricoles peut se faire par le biais de la formation et des réseaux d'information, par la génération de données ventilées par sexe et par le développement des compétences analytiques. De plus, les programmes d'évaluation des performances organisationnelles et professionnelles des institutions orientées vers l'agriculture et le développement intégreront

une composante nouvelle pour prêter attention à la dimension hommes-femmes. Un leadership efficace, exercé à la fois par des femmes et par des hommes, favorisera l'intégration verticale des préoccupations hommes-femmes dans pratiquement tous les aspects de la gestion du développement agricole et rural – y compris celui de l'accès aux TIC et aux processus et produits associés.

Partenariat et développement

C'est par le biais d'organisations représentatives que les femmes rurales réussissent le mieux à s'exprimer et à accroître leur influence sur les processus de la recherche agricole et du développement. Ces organisations méritent donc d'être étudiées sérieusement car elles constituent un excellent mécanisme pour mettre les TIC à la portée des femmes rurales. L'expérience de partenariats établis en vue de promouvoir l'exploitation des TIC (la radio rurale, les télécentres et les téléphones portables, etc.) semble indiquer que les femmes tirent profit d'activités collectives aux niveaux social, économique et politique. Cependant, il importe de veiller à ce que les initiatives de développement en matière de TIC n'étouffent pas les organisations de femmes rurales avec lesquelles elles veulent collaborer : elles doivent au contraire en renforcer les capacités propres à représenter les préoccupations des femmes de manière authentique (Hambly Odame 2002). Comme le montre le projet du Grameen Phone, un partenariat qui prévoit une participation constructive des hommes et qui, de ce fait même, permet aux femmes de bénéficier des nouvelles possibilités qu'offrent les TIC, renforcera le succès et la durabilité des activités.

Conclusion

Les nouveaux développements qui s'opèrent au niveau mondial dans le domaine des TIC sont stimulants, car ils sont porteurs de grandes promesses pour l'innovation agricole et le développement rural. Mais l'optimisme qu'entraîne cette évolution est tempéré par les sombres perspectives des systèmes de production alimentaire de la plupart des pays en développement. Le monde possède des connaissances et informations importantes qu'il peut mobiliser et utiliser dans sa lutte contre l'insécurité alimentaire. Mais le problème de l'accès aux technologies de l'information et de la communication est trop souvent négligé.

La disparité hommes-femmes constitue bien un problème du développement. Les préoccupations liées au besoin d'exploiter les ressources d'une manière plus efficace, de promouvoir l'égalité et de renforcer les chances des femmes se laissent difficilement intégrer dans les institutions et structures sociales – politiques, lois, marchés et organismes publics. Des initiatives ont été lancées pour attirer l'attention sur le besoin de résoudre la problématique hommes-femmes dans sa relation avec les TIC dans l'agriculture des pays en développement : elles ont pour objectif d'apporter des résultats positifs dont pourront profiter non seulement les femmes démunies des zones rurales mais aussi la société de l'information dans son ensemble.

À propos des auteurs...

Helen Hambly Odame est chercheur au Service international pour la recherche agricole nationale (ISNAR). Elle se spécialise dans les recherches sur la problématique hommes-femmes et les institutions dans le cadre de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles. **Nancy Hafkin** est consultante dans les domaines de la problématique hommes-femmes, des technologies de l'information, et du développe-

ment. Elle a de plus été coordinatrice de l'Initiative société africaine à l'ère de l'information (AISI) à la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CAE). **Gesa Wesseler** et **Isolina Boto**, toutes deux responsables de projets, conduisent des travaux sur la problématique hommes-femmes, les TIC et l'agriculture au CTA.

Références

Boserup, E. 1970. *Women's role in economic development*. New York: St. Martin's Press.
Carr, M. 1997. *Gender and technology: Is there a problem?* Document rédigé pour TOOL Consult Conference on Tech-

nology and Development: Strategies for the Integration of Gender, Amsterdam, 6 juin 1997. www.unifem.undp.org/g&tech.htm (consulté le 16 septembre 2002).

- COL. 2001. Rapport analytique: Identifying barriers encountered by women in the use of information and communications technologies for open and distance learning in the South Pacific. Vancouver: Commonwealth of Learning. www.col.org/wdd/BarriersICT_Pacific_report.pdf (consulté le 16 septembre 2002).
- Hafkin, N. et H. Hambly Odame. 2002. Gender, ICTs and agriculture. A situation analysis for the 5th Consultative Expert Meeting of CTA's ICTs Observatory Meeting on Gender and Agriculture in the Information Society. Wageningen: Centre technique de coopération agricole et rurale.
- Hafkin, N. et N. Taggart. 2002. Gender, information technology and developing countries: An analytical study. Washington, DC: Academy of Educational Development/LearnLink. http://learnlink.aed.org/Publications/Gender_Book/Home.htm (consulté le 16 septembre, 2002).
- Hambly Odame, H. 2002. Men in women's groups. In Men and masculinities in development, publié par F. Cleaver. Londres: Zed Press.
- Heeks, R. 1999. Information and communication technologies, poverty and development. Development Informatics Working Paper Series no. 5. Manchester, Royaume-Uni: University of Manchester, Institute for Development Policy and Management. www.idpm.man.ac.uk/idpm/diwpf5.htm (consulté le 16 septembre, 2002).
- Isis-WICCE and Isis International, Manille. 2002. Kampala declaration. Declaration of the Know-How Conference, Makerere University, Ouganda, du 22 au 27 juillet 2002. www.isiswomen.org/onsite/know-how.htm (consulté le 16 septembre, 2002).
- Mansell, R. et U. Wehn. 1998. Knowledge societies: Information technology for sustainable development. UN Commission for Science and Technology for Development. Oxford: Oxford University Press.
- Murphy, J. 1997. Mainstreaming gender in World Bank lending. Washington, DC: Banque mondiale, Operations Evaluation Department.
- Nua. 2002. Global reach : English is not the net's only language (24 mai). www.nua.com/surveys/?f=VS&art_id=905357989&rel=true (consulté le 16 septembre, 2002).
- OCDE. 2002. Information technology outlook 2002: ICTs and the information economy. Paris: Organisation de coopération et de développement économiques.
- Pacific Islands Telecommunications Association. 2002. www.pita.org (consulté le 16 septembre 2002).
- Panos Southern Africa. 2001. Radio listening clubs: Malawi, South Africa and Zambia. www.panos.org/zm/radio.htm (consulté le 8 août 2002).
- Poats, S.V., M. Schminck, et A. Spring (éditeurs). 1988. Gender issues in farming systems research and extension. Boulder: Westview Press.
- Puican, N. 2002. Gender review in the InfoDev project « Information Systems for Rural Development: A Demonstration Project » à Cajamarca (Pérou). Étude non publiée pour InfoDev. Washington, DC: Banque mondiale.
- Rathgeber, E. 2002. Gender and telecentres: What have we learned? Presentation at World Bank gender and the digital divide seminar series. www.worldbank.org/gender/digitaldivide/Eva%20Rathgeber.ppt (consulté le 16 septembre, 2002).
- Richardson, D., R. Ramirez, et M. Haq. 2000. Grameen Telecom's village phone programme: A multi-media case study. TeleCommons development group pour l'Agence canadienne de développement international. www.telecommons.com/villagephone/credits.html (consulté le 16 septembre, 2002).
- UIT (Union internationale des télécommunications). 2002. Women and information and communication technologies: Recommendations. Atelier-Seminaire, Yaoundé, les 26 et 27 juin et Douala, le 28 juin 2002. www.itu.int/gender/index.html www.itu.int/ITU-D/gender/events/WomenandICT/recommendations.pdf (consulté le 16 septembre, 2002).
- UN. 2000. The world's women 2000: Trends and statistics. New York : Nations unies. <http://unstats.un.org/unsd/demographic/ww2000/edu2000.htm> (mis en ligne le 16 septembre, 2002). www.telecommons.com/villagephone (consulté le 16 septembre, 2002).
- UNIFEM (UN Development Fund for Women). 2000. Progress of the world's women 2000. New York : Nations unies. www.unifem.undp.org/progressww (consulté le 16 septembre, 2002).

Le Service international pour la recherche agricole nationale contribue à l'amélioration des résultats des systèmes et organismes nationaux de recherche agricole des pays en développement, en promouvant des politiques de recherche agricole pertinentes, des institutions de recherche durables et des pratiques de gestion meilleures. Le but final des services que l'ISNAR rend à la recherche nationale des pays en développement est de bénéficier aux

producteurs et aux consommateurs ainsi que de sauvegarder l'environnement naturel pour les générations futures. Fondé par le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, l'ISNAR est une organisation à but non lucratif qui mène ses opérations depuis le siège qui fut établi à La Haye, aux Pays-Bas, le 1^{er} septembre 1980.

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) a été créé en 1983 dans le cadre de la Convention de Lomé entre les États du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et les pays membres de l'Union européenne. Depuis 2000, il exerce ses activités dans le cadre de l'Accord de Cotonou ACP-CE. Le CTA a pour mission de développer et de fournir des services qui améliorent l'accès des pays ACP à l'information pour le développement agricole et rural, et de renforcer les capacités de ces pays à produire, acquérir, échanger et exploiter

l'information dans ce domaine. Les programmes du CTA sont articulés sur quatre axes principaux: l'élaboration des stratégies de gestion de l'information et de partenariat nécessaires à la formulation et à la mise en oeuvre des politiques, l'encouragement des contacts et des échanges d'expérience, la fourniture d'informations sur demande aux partenaires ACP et le renforcement de leurs capacités en information et communication. CTA, Postbus 380, 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas.

isnar

Composante du



réseau de recherche
GCRAI

ISNAR est un centre Future Harvest

Service international pour la recherche agricole nationale

Laan van Nieuw Oost Indië 133, 2593 BM La Haye
Boîte Postale : 93375, 2509 AJ La Haye, Pays-Bas
Tel : (31) (70) 349 6100 • Fax : (31) (70) 381 9677
www.isnar.cgiar.org • E-mail : isnar@cgiar.org



Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale ACP-UE
Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation ACP-EU

Postbus 380 6700 AJ Wageningen Pays-Bas
Tel: +31 317 467100 Fax: +31 317 460067 cta@cta.nl www.cta.nl

FUTURE
HARVESTSM